



REPOBLIKAN'Y MADAGASIKARA  
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana



Au service  
des peuples  
et des nations

## PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Pays: MADAGASCAR

### Document de Projet

<b>Titre du projet</b>	RENFORCEMENT DE L'ETAT DE DROIT (RED)
<b>Effets PNUAD/DPP</b>	Les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains.
<b>Résultats attendus du PPAP</b>	Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.
<b>Produits escomptés</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les structures et acteurs œuvrant dans le fonctionnement de la chaîne pénale ont les capacités et les outils pour une mise en œuvre efficace de leurs activités garantissant le respect des Droits Humains et l'accès à la justice des justiciables.</li><li>• Les institutions de redevabilité, dont le Parlement et les organes et acteurs de lutte contre la corruption, disposent des cadres légaux et stratégiques, des capacités et des outils pour consolider leur rôle et assurer efficacement leur mandat.</li><li>• Le programme est géré efficacement.</li></ul>
<b>Partenaire de Mise en Œuvre</b>	Ministère de la Justice
<b>Parties Responsables</b>	Direction de la police judiciaire de la Police Nationale Direction de la police judiciaire de la Gendarmerie Barreau de Madagascar Assemblée Nationale Sénat BIANCO CSI SAMIFIN HCDH UNICEF UNFPA OIF Société civile Medias

## Brève description

Le programme « Renforcement de l'Etat de Droit » (RED) est aligné aux priorités de l'Etat malagasy et notamment à trois des défis identifiés dans la Politique Générale de l'Etat : Gouvernance, état de droit et démocratie ; Lutte contre la corruption ; Justice impartiale. Le programme est également en ligne avec le résultat 2 du plan stratégique du PNUD : Il répond aux attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité, grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique.

Il a comme objectif de relancer, consolider et renforcer l'état de droit à Madagascar, et ainsi contribuer à la définitive sortie de crise du pays, à travers des appuis intégrés au secteur de la Justice et aux institutions et acteurs de redevabilité.

A cet effet, les objectifs spécifiques du programme sont les suivants :

- Renforcement des capacités, des aptitudes et des outils des structures et acteurs œuvrant dans le fonctionnement de la chaîne pénale pour une mise en œuvre efficace de leurs activités garantissant le respect des Droits Humains et l'accès à la justice des justiciables
- Mise en place des cadres légaux et stratégiques, renforcement des capacités et des outils des institutions de redevabilité, dont le Parlement et les acteurs de lutte contre la corruption, en vue de la consolidation efficace de leur rôle et de leur mandat.

Ces objectifs seront réalisés par le biais du renforcement des secteurs judiciaire, parlementaire et de lutte contre la corruption.

L'année 2015 a été l'année de lancement du Programme. Cette première période a permis de mettre en place les assises nécessaires au programme RED pour l'atteinte de son objectif ultime de renforcement de l'Etat de droit.

Concernant le volet judiciaire, l'année de lancement du programme a vu :

- la dotation en matériels informatiques aux acteurs de la chaîne pénale (parquets, TPI siège et instruction), à l'administration centrale du Ministère de la justice et à l'ENMG.
- l'adoption d'un cadre de collaboration entre le Ministère de la justice et l'ENMG dans le processus de renforcement des capacités adaptés aux acteurs clefs de la chaîne pénale par la signature de la convention de partenariat.
- les formations des acteurs de la chaîne pénale tenues dans les zones d'intervention en monitoring judiciaire, en matière de coordination et interaction des acteurs
- la mise en place et renforcement des capacités d'un pool d'avocats en vue de la fourniture d'une assistance judiciaire gratuite aux personnes vulnérables y compris les personnes en détention préventive
- la préparation des plans de réformes du système judiciaire et pénitentiaire et
- l'accompagnement judiciaire de proximité.

Toutes ces actions concourent à l'amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale, de son cadre légal à l'accès à la justice ainsi qu'à la promotion du respect des droits humains.

Sur le plan de l'appui aux institutions de redevabilité, une série d'actions a été également déjà réalisées en 2015. Le séminaire d'informations et d'échanges avec le réseau des femmes parlementaires francophones, la traduction en version malagasy et vulgarisation du « guide aide-mémoire sur les rôles des parlementaires et l'étude sur les dysfonctionnements organisationnels au sein de l'Assemblée Nationale réalisés l'année 2015 renforceront le rôle législatif, de contrôle et de représentation de l'Assemblée Nationale ainsi que son efficacité et redevabilité.

D'importantes mesures ont été mises en œuvre l'année 2015 en matière de lutte contre la corruption en l'occurrence la mise à jour et l'adoption de la Nouvelle Stratégie Nationale de lutte contre la corruption visant entre autres à l'élaboration du projet de loi sur le Pôle anti-Corruption, les réformes législatives de lutte contre la corruption ainsi que les activités innovantes de mobilisation et mobilisation ou prévention sur la corruption.

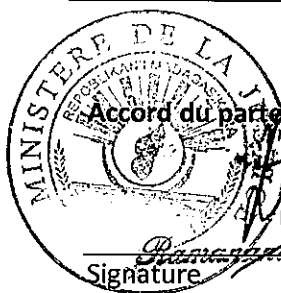
Pour 2016, le programme consiste à poursuivre et capitaliser les acquis de l'assistance déjà fournie depuis 2015 au profit du secteur judiciaire, des parlementaires, des institutions et des acteurs de lutte contre la corruption ainsi que l'appui à l'amélioration des cadres légaux et politiques dans son ensemble.

L'accent sera mis cette année sur l'intensification du processus d'assistance et de renforcement des trois secteurs suscités si bien que le programme vise ainsi à :

- améliorer le fonctionnement de la chaîne pénale,
- mener le programme de réforme du cadre légal en matière pénale pour qu'il se rapproche au standard international et les actions prioritaires qui y sont prévues,
- améliorer l'accès à la justice et l'accompagnement judiciaire de proximité,
- renforcer le rôle législatif, de contrôle et de représentation de l'Assemblée Nationale et du Sénat
- accompagner la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption,
- renforcer les capacités des acteurs anti-corruption et leur coordination ainsi qu'appuyer des initiatives innovantes de mobilisation.

Les exigences spécifiques des femmes et des jeunes, ainsi que des groupes vulnérables, sont pleinement intégrés et systématiquement abordées de façon transversale afin d'assurer un meilleur impact.

Période du Programme :	2015-2019	Budget PTA 2016:	1 348 824 USD
Domaine de Résultats-clés (Plan Stratégique) : Effet 2 - Les attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique.		Ressources totales requises :	1 348 824 USD
Atlas Award ID :	00087360	Total des ressources allouées	731 133 USD
Date de début :	01 janvier 2015	• Fonds réguliers :	713 046 USD
Date de fin :	31 décembre 2019	• Autres :	18 087 USD
Modalité d'exécution : NIM		Budget non financé :	617 491 USD
Date du CLAP : 17 décembre 2014		Contribution en nature	



Accord du partenaire de mise en œuvre LE GARDE DES SCEAUX  
MINISTRE DE LA JUSTICE

Signature

Date

Accord du PNUD :

*Marie Dimond*

Marie DIMOND

Représentant résident a.i

Signature

Date

*f* *AB* *D* *K*

## II – PLAN DE TRAVAIL ANNUEL

Priorité du pays : Le renforcement de la Gouvernance, de l'Etat de droit et l'instauration d'une justice Equitable.
Résultat PNUAD/DPP n° 2 : Les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains.
Résultat pertinent du plan stratégique du PNUD : Les attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique.
<b>Programme (ATLAS Award ID): PROGRAMME POUR L'AMÉLIORATION DE L'ÉTAT DE DROIT</b>
Produit du CPAP (Output 2): Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Produits CPD / Plan stratégique (SP) escomptés		CALENDRIER				PARTIES RESPONSABLES		RESSOURCES				
Activités prévues		T1	T2	T3	T4	PMO	Source	Description du budget	Montant en USD	Disponible	A mobiliser	
Produit 2 CPD : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.	Résultat d'activité 1.1 : Le fonctionnement de la chaîne pénale est amélioré dans les zones d'intervention					MINJUS			233 324	67 509	165 815	
	1.1.1 Renforcer les capacités des acteurs de la chaîne pénale pour un meilleur accomplissement de leurs fonctions								33 581	33 581	0	
	- Organiser 1 session par site de formation des acteurs de la chaîne pénale sur les thématiques identifiées en 2015 en collaboration avec l'ENMG (3 sites de formations : Tana, Tuléar et Fianarantsoa)	X	X					04000	75700 Atelier	33 387	33 387	0
	- Elaboration et Duplication de supports et outils de formation continues et les formations initiales	X						04000	75700 Atelier	194	194	0
	1.1.2 Doter les structures de la chaîne pénale des zones d'intervention des moyens nécessaires pour une opérationnalisation de leur activité									100 025	14 279	85 746
	- Former les acteurs de la chaîne pénale sur la procédure du Traitement en Temps Réel (TTR)/Organiser 3 sessions de formations (Antananarivo, Tuléar et Fianarantsoa)	X	X				Gendarmerie HCDH UNICEF	04000	75700 Atelier	28 625	14 279	14 346
	- Doter la PJ (GN PN) en matériel informatique (18 kits) et les 6 cours d'appel en imprimante réseau (6 imprimantes avec toners)			X	X		UNFPA OIF	04000	72800 Matériel info	66 000	0	66 000
	- Doter les acteurs de TTR en matériels de communication et mise en réseau par flotte			X	X		Société civile	04000	72400 Communication	5 400	0	5 400
	1.1.3 Appuyer la mise en place d'un système opérationnel de collecte et traitement des données relatives à la chaîne pénale									78 639	19 649	58 990

2

AB

Produits CPD / Plan stratégique (SP) escomptés	Activités prévues	CALENDRIER				PMO	PARTIES RESPONSABLES	RESSOURCES			
		T1	T2	T3	T4			Description du budget	Montant en USD	Disponible	A mobiliser
Indicateur : % des recommandations de l'ÉPU relatives aux réformes législatives en matière pénale réalisées (en conformité avec les standards internationaux) Base : 58% (2014) (Huit recommandations relatives aux réformes en matière pénale) Cible : 20% par an ou 6 recommandations mises en œuvre	- Appui en matériel informatique et bureautique aux juridictions des zones d'intervention pour l'opérationnalisation du mécanisme (9kits, 1 par TPI), et 5 kits DCFJ			X	X			04000 Matériel info	42 000	0	42 000
	- Doter l'administration pénitentiaire en matériel informatique 4 kits (Tadagnano, Morondava, Atsimo atsinana et Vatovavy Fitovinany)			X	X			04000 Matériel info	12 000	0	12 000
	- Installation du logiciel info TPI dans 3 TPI de nos zones d'intervention (Fourniture de connexion interne, mise en réseau internet)			X				04000 71600 Voyage	2 348	2 348	0
	- Harmonisation du cadre statistique	X						04000 72400 Communication	4 963	4 963	0
	- Formation sur l'utilisation du logiciel Info TPI							04000 75700 Atelier	3 204	3 204	0
	- Suivi de l'opérationnalisation du logiciel Info TPI par la DCFJ			X	X			04000 75700 Atelier	7 079	7 079	0
	1.1.4 Appuyer les juridictions des zones d'intervention dans la tenue des audiences foraines							04000 71600 Voyage	7 045	2 055	4 990
	- Appui aux audiences foraines dans les zones enclavées (déplacement, etc. Ankazohabo, Ampanihy et Morombe, Ambovombe)			X	X				8 112	0	8 112
	1.1.5 Appuyer l'effectivité de l'exécution des peines								8 112		8 112
	- Appui à la frappe des jugements dans 3 TPI			X	X			04000 71400 SC	12 967	0	12 967
Output 2.3: Capacities of human rights institutions strengthened. 2.3.1.A.1.1 Extent to which operational institutions have the capacity to support fulfilment of nationally and internationally ratified human rights obligations. Base: 2 = partiellement. Cible : 3 = partiellement.	- Appui à l'opérationnalisation des services financiers dans les juridictions: dotation matériel informatique (1 ordi par TPI voir supra) et 1 coffre-fort (par TPI)			X	X			04000 74200 Publi	3 967		3 967
	1.1.6 Spécialiste juriste national	X	X	X	X				6 000	0	6 000
	Résultat d'activité 1.2 : Le cadre légal malgache en matière pénale est conforme aux standards internationaux et vulgarisé					MINIUS			161 158	100 724	60 435
	1.2.1 Mise en œuvre du plan d'action de la réforme de la justice (consultance en cours)								5 580	3 925	1 655
	- Atelier de validation des plans de reformes						Direction de la police judiciaire de la Police Nationale	04000 75700 Atelier	1 225	1 225	0
	- Soutien à l'élaboration d'un texte sur les peines alternatives à la détention et aux TIG et autres réformes législatives	X					Direction de la police judiciaire de la Gendarmerie HCDH UNICEF UNFPA OIF	04000 71300 Consultant nat	2 700	2 700	0
	1.2.3. Appui à la vulgarisation du cadre légal			X				04000 75700 Atelier	1 654	0	1 654
	- Edition de brochures (300 brochures format A5 de 20 pages)	X	X						39 669	29 311	10 359
	- Missions de vulgarisation des textes adoptés et des textes internationaux dans les zones d'intervention et au niveau national	X	X					04000 74200 Publication	2 757	1 161	1 596
	- Emissions radio			X	X			04000 71600 Voyage	7 019	2 757	4 262
Marqueur d'égalité de genre : 2	- Appui à la célébration de la journée internationale des droits de l'homme				X			04000 74200 Audio visuel	4 500		4 500
	- Diffusion du spot pour la campagne de lutte contre le mariage précoce				X			04000 75700 Atelier	1 000	1 000	0
					X			04000 74200 Audio visuel	6 306	6 306	0

Produits CPD / Plan stratégique (SP) escomptés		CALENDRIER				PARTIES RESPONSABLES		RESSOURCES				
		T1	T2	T3	T4	PMO	Source	Description du budget	Montant en USD	Disponible	A mobiliser	
	- Appui à l'élaboration d'une loi sur les peines de substitution à la peine de mort (activité HCDH, financement Suisse)				X			Suisse	75700 Atelier	2 608	2 608	0
								Suisse	75100 Cout admin	2 081	2 081	0
								Suisse	71200 Consultant inter	13 398	13 398	0
	1.2.4 Contribution à la mise en œuvre des recommandations de l'EPU									69 909	21 488	48 421
	- Une mission de soutenance des rapports périodiques des droits de l'homme dans le cadre de l'EPU				X			04000	71600 Voyage	11 950		11 950
	- Appui au Comité interministériel de rédaction des rapports des droits de l'homme dans le cadre de l'EPU (2 ateliers)		X	X				04000	75700 Atelier	17 397	7 567	9 830
	- Renforcement de capacités de la CNIDH (avec un expert international d'une INDH)		X					04000	75700 Atelier	1 921	1 921	0
								04000	71200 Consultant inter	12 000	12 000	0
	- Mise en place et opérationnalisation des dispositifs ou centres de ressources d'appui aux femmes			X	X			04000	72200 Equipement	15 000	0	15 000
								04000	72600 Subvention	10 000	0	10 000
								04000	71600 Voyage	1 641	0	1 641
	1.2.5 VNU international spécialiste en état de droit	X	X	X	X			04000	71500 VNU Int	46 000	46 000	0
	Résultat d'activité 1.3 : Les capacités d'accès à la justice sont améliorées dans les zones d'intervention					MINJUS				160 968	75 000	85 968
	1.3.1 Appui à l'assistance juridique de proximité à travers les Cliniques juridiques des zones d'intervention											
	- Appui technique à la pérennisation des activités des cliniques juridiques		X					Direction de la police judiciaire de la Police Nationale	04000	75700 Atelier	18 154	18 154
	- Appui aux cliniques juridiques pour la descente sur terrain (réception des plaintes) et les séances de sensibilisations.		X	X				Direction de la police judiciaire de la Gendarmerie HCDH UNICEF UNFPA OIF Société civile	04000	71600 Voyage	4 000	1 000
	- Appui financier en faveur du Minjus pour le fonctionnement des cliniques juridiques conformément au nouveau cadre légal	X	X	X	X				04000	72600 Subvention	96 000	66 000
1.3.3 Appui à la mise en œuvre d'un accompagnement judiciaire de proximité et de qualité aux personnes vulnérables et aux personnes en détention préventive dans les zones d'intervention										42 814	8 000	34 814
- Opérationnalisation du pool d'avocats par la mise en place de leur cadre d'intervention			X				04000	75700 Atelier	2 083		2 083	
- Appui en matériels informatiques au bureau du pool			X	X			04000	72800 Matériel info	27 000		27 000	
- Recyclage et Formation des avocats du pool		X	X				04000	75700 Atelier	13 730	8 000	5 730	
Résultat d'activité 1.4: Les appuis pour l'amélioration de l'accès à la justice sont suivis et des actions de communication des acquis sont réalisées									8 000	3 000	5 000	
1.4.1: Réaliser des suivis sur le terrain												2 000
Faire des missions de suivi de la mise en œuvre	X	X	X	X			04000	71600 Voyage	5 000	3 000	2 000	
1.4.2: Renforcement de la communication sur les thématiques									3 000	0	3 000	

Page 6 sur 39

Handwritten signature and initials: *f* and *AB*

Produits CPD / Plan stratégique (SP) escomptés	Activités prévues	CALENDRIER				PMO	PARTIES RESPONSABLES	RESSOURCES						
		T1	T2	T3	T4			Source	Description du budget	Montant en USD	Disponible	A mobiliser		
Produit 2 CPD : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne. Indicateur 2.2: Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes. Donnée de référence : 4. Cible : 12. Source des données : Rapports des projets/programmes Indicateur : ratio femme homme au parlement Base : 0,26 (31 femmes, 120 hommes). Cible : 0,54 Indicateur 2.3: Nombre d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne. Donnée de référence : 12. Cible : 15. Source des données : Rapports du BIANCO, Rapports annuels du projet Marqueur d'égalité de genre : 2	couvertes par le programme													
	Faire des émissions radiophoniques	X	X	X	X		04000	74200 Audio visuel	3 000	0		3 000		
	TOTAL PRODUIT 1											563 450	246 233	317 218
	Résultat d'activité 2.1 : Le Parlement est outillé pour exercer son rôle législatif et de contrôle					MINJUS						96 486	47 507	48 979
	2.1.1 Renforcement de capacités / ateliers thématiques pour parlementaires													
	- Atelier de renforcement de capacité pour les membres de la Commission Juridique			X	X		04000	71200 Consultant int 71300 Consultant nat	15 000 1 500				15 000 1 500	
	- Audit organisationnel de l'AN	X					04000	74200 Publication	674				674	
	- Appui à la mise en œuvre des recommandations issues de l'audit organisationnel de l'AN		X				04000	75700 Atelier	14 307				14 307	
	- Appui à la séance d'induction pour les sénateurs		X		X		Assemblée Nationale Sénat Société civile Medias	72800 Matériel Info 72200 Matériel bureau 75700 Atelier 71200 Consultant Inter 74200 Publication	3 000 2 000 6 280 12 000 674			3 000 2 000 6 280 12 000 674		
	2.1.2 Renforcement des capacités des parlementaires sur la pratique parlementaire, l'initiative législative et les méthodes d'analyse de texte.							04000	75700 Atelier	3 830	3 830		0	
	- Duplication du guide / aide-mémoire pour parlementaires	X						04000	74200 Publication	1 838	1 838		0	
	2.1.3 Formations pour fonctionnaires (direction de la législation, service de la recherche et des études)												6 218	
	- Atelier de renforcement de capacité pour les fonctionnaires.		X					04000	71300 Consultant nat	1 500			1 500	
	2.1.4 Finalisation et diffusion plan stratégique							04000	74200 Publication	674			674	
	- Duplication du plan stratégique							04000	75700 Atelier	4 044			4 044	
	2.1.6 Spécialiste en redevabilité (partage)	X						04000	74200 Publication	2 451	2 451		0	
	Résultat d'activité 2.2 : Les parlementaires sont outillés pour	X	X	X	X	X	MINJUS	04000	71400 SC	14 000	14 000		0	
									40 376	2 000		38 376		

Produits CPD / Plan stratégique (SP) escomptés	Activités prévues	CALENDRIER				PARTIES RESPONSABLES	Source	RESSOURCES		
		T1	T2	T3	T4			Description du budget	Montant en USD	Disponible A mobiliser
Produit du Plan stratégique Output 2.1: Parliaments, constitution making bodies and electoral institutions enabled to perform core functions for improved accountability, participation and representation, including for peaceful transitions. Indicateur 2.1.1.A.1.1 : Extent to which the Parliament has improved its administrative and human resources capacities required to discharge its mandates in relation to law-making, oversight and representation Base: capacité partiellement améliorée Cible: 3, capacité partiellement améliorée  Output 2.2: Institutions and systems enabled to address awareness, prevention and enforcement of anti-corruption measures across sectors and stakeholders.  2.2.2. A.1.1.1. Nombre de propositions prévues pour atténuer les risques sectoriels spécifiques de corruption (par ex les industries extractives et les marchés publics dans les secteurs de la santé et d'autres) Base: 7 Cible : 10 (cumulé)  2.2.2. A.3.1. Nombre de propositions prévu pour atténuer les risques sectoriels spécifiques de corruption (par ex. les industries extractives, et les marchés publics dans les secteurs de la santé et d'autres)	exercer leur rôle de représentation et sont redevables envers les citoyens									
	2.2.1 Appui aux sessions de restitution et d'échange des parlementaires								40 376	2 000
	- Appui à la sensibilisation de la population sur les rôles des parlementaires (2 journées de porte ouverte) dans 1 région.					Assemblée Nationale Sénat Société civile Medias	04000	74200 Publication	1 225	0
							04000	71600 Voyages	4 934	0
			X				04000	74200 Audio visuel	919	0
							04000	74200 Publication	19 607	19 607
	- Appui à la publication des bulletins d'information trimestriel		X				04000	72400 Pouch	1 225	1 225
							04000	71300 Consultant nat	750	750
	- Emission télé ou radio sur les activités de l'AN		X		X		04000	74200 Publication	674	674
							04000	74200 Audio visuel	10 000	2 000
							04000	75700 Atelier	1 042	1 042
	Résultat d'activité 2.3 : La mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLC) est accompagnée					MINJUS			176 093	46 680
2.3.1 Mise en œuvre de la SNLC  - Elaboration d'un plan d'actions et de budgétisation pour la mise en œuvre de la SNLC  - Appui à la mise en place du PAC  - Vulgarisation, médiatisation et multiplication en version malagasy de la nouvelle SNLC  - Vulgarisation des textes législatifs et réglementaires 2.3.2 Mise à jour du cadre légal anti corruption  - Elaboration de projet de loi sur le PAC  - Mise en place d'un mécanisme de recouvrement des avoirs (texte sur le recouvrement des avoirs, texte sur la lutte contre la	2.3.1 Mise en œuvre de la SNLC								109 272	30 933
	- Elaboration d'un plan d'actions et de budgétisation pour la mise en œuvre de la SNLC		X				04000	75700 Atelier	8 318	8 318
							04000	71200 Consultant int	12 000	12 000
							04000	71200 Consultant int	18 000	18 000
			X				04000	72800 Matériel info	18 000	18 000
	- Appui à la mise en place du PAC					BIANCO CSI SAMIFIN Société civile Medias	04000	72200 Matériel bureau	9 000	9 000
							04000	75700 Atelier	24 149	24 149
							04000	75700 Atelier	9 328	9 328
							04000	74200 Publication	1 287	1 287
	- Vulgarisation, médiatisation et multiplication en version malagasy de la nouvelle SNLC	X					04000	74200 Publication	9 191	9 191
	- Vulgarisation des textes législatifs et réglementaires									
	2.3.2 Mise à jour du cadre légal anti corruption								66 821	15 747
	- Elaboration de projet de loi sur le PAC		X				04000	71230 Consultant int	12 500	12 500
		X					04000	75700 Atelier	3 247	3 247
	- Mise en place d'un mécanisme de recouvrement des avoirs (texte sur le recouvrement des avoirs, texte sur la lutte contre la		X				04000	75700 Atelier	2 367	2 367
							04000	71230	18 000	18 000

3 (DS)

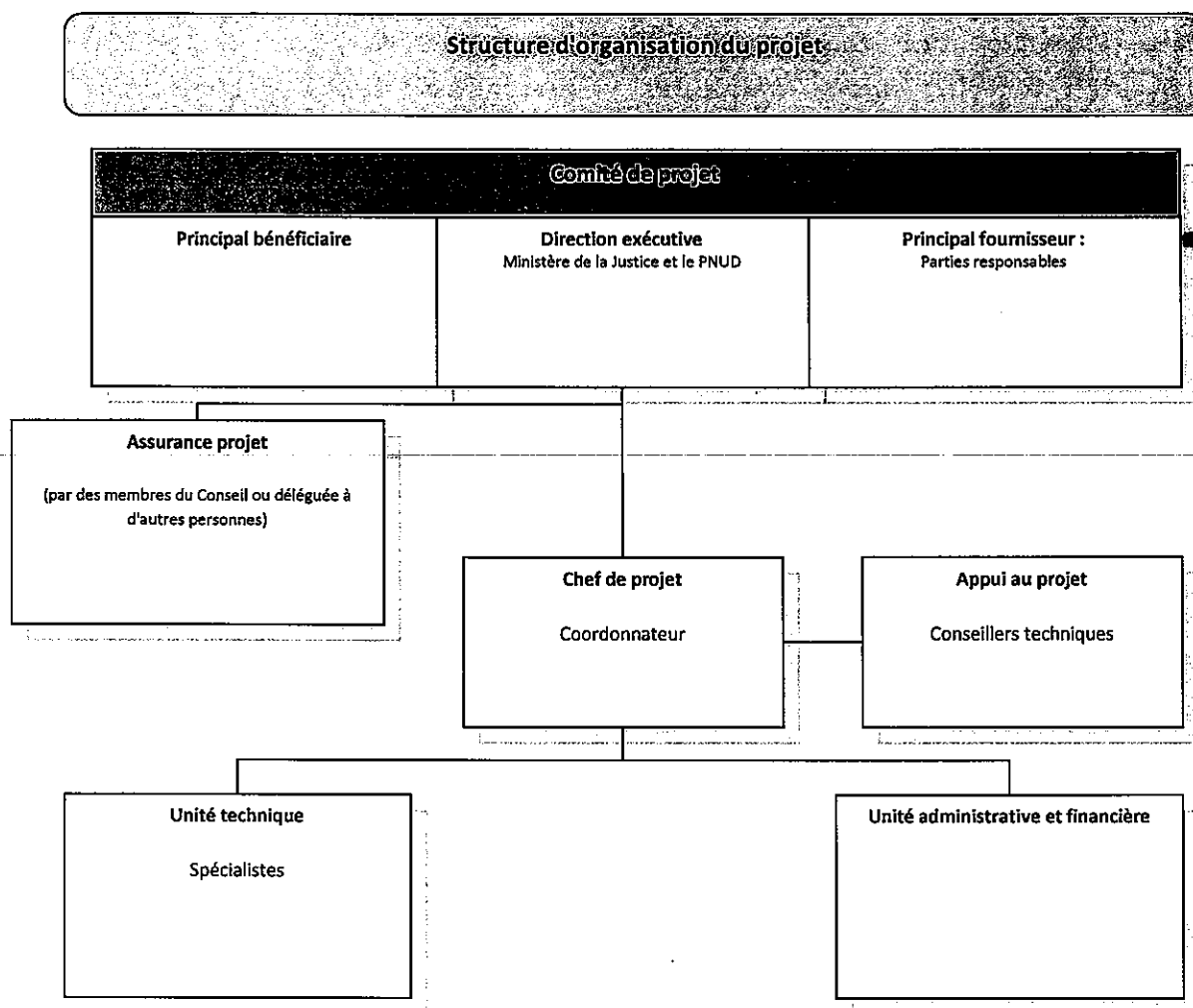


Produits CPD / Plan stratégique (SP) escomptés	Activités prévues	CALENDRIER					PARTIES RESPONSABLES	Source	Description du budget	RESSOURCES		
		T1	T2	T3	T4	PMO				Montant en USD	Disponible	A mobiliser
Base: 7	corruption)							04000	Consultant int 71300	4 500		4 500
Cible : 10 (cumulées)								04000	Consultant nat 74200	674		674
								04000	Publication 71230	18 000		18 000
	- Appui à la mise à jour de la loi 2004-030 sur la lutte contre la corruption		X					04000	Consultant int 71300	4 500		4 500
								04000	Consultant nat 74200	674		674
	2.3.3 Contribution à la mise en œuvre des recommandations de la revue par les paires dans le cadre de l'UNCAC							04000	Publication 75700 Atelier	2 359		2 359
	-Activité à déterminer selon les recommandations de la revue par les paires prévue en février 2015									0	0	0
	Résultat d'activité 2.4 : Les capacités des acteurs anti-corruption à mettre en œuvre la SNLC et leur coordination sont améliorées					MINIUS			75700 Atelier	0		
	2.4.1 Formations des OSC, des jeunes et des journalistes en investigation									56 651	18 329	38 322
										14 298	0	14 298
	- Atelier de renforcement des capacités des journalistes sur les techniques d'investigation		X	X	X			04000	75700 Atelier	2 298		2 298
								04000	Consultant int	12 000		12 000
	2.4.2 Sessions de coordination entre BIANCO, CSI, Ministère de la Justice et Samifin									28 353	4 329	24 024
							BIANCO CSI	04000	71300	3 000		3 000
							SAMIFIN Société civile Medias	04000	Consultant nat 74200	1 348		1 348
	- Appui à la mise en œuvre du mécanisme de coordination et de suivi évaluation							04000	Publication 72800	16 000		16 000
	- Sensibilisation des élèves magistrats et élèves greffiers à la LCC.				X			04000	Matériel Info 72400	3 676		3 676
									Connection Internet			
								04000	75700 Atelier	4 329	4 329	0
	2.4.4 Spécialiste en Redevabilité (partage)	X	X	X	X			04000	71400 SC	14 000	14 000	0
	Résultat d'activité 2.5 : Les initiatives innovantes de sensibilisation sur la corruption sont appuyées					MINIUS				51 063	16 879	34 184
	2.5.1 Appui aux sensibilisations et mobilisations du secteur privé									10 263	9 263	1 000
	-Une initiative de sensibilisation et mobilisation visant une catégorie du secteur privé		X	X			BIANCO CSI	04000	74200 Audio visuel	7 659	7 659	0
							SAMIFIN Société civile Medias	04000	75700 Atelier	2 604	1 604	1 000
	2.5.2 Appui aux sensibilisations et mobilisations du secteur									17 126	7 616	9 510

Produits CPD / Plan stratégique (SP) escomptés		CALENDRIER					PARTIES RESPONSABLES		RESSOURCES			
Activités prévues		T1	T2	T3	T4	PMO	Source	Description du budget	Montant en USD	Disponible	A mobiliser	
Produit 3: Le programme est géré efficacement.  Indicateur: Taux d'exécution du budget. Base : 0 Cible : - 2016 : 100%  Marqueur d'égalité genre : 2	public et des élus											
	-Une initiative de sensibilisation et mobilisation visant une catégorie du secteur public et des élus			X	X		04000	74200 Publication	14 521	5 012	9 509	
	- Atelier de sensibilisation des élus			X	X		04000	75700 Atelier	2 604	2 604	0	
	2.5.3 Appui aux initiatives innovantes de sensibilisation et mobilisations								23 674	0	23 674	
	- Appui aux initiatives innovantes de sensibilisation et de mobilisation			X			04000	74200 Publication	674		674	
	- Organisation de la journée internationale anti-corruption						04000	72600 Subvention	20 000		20 000	
	Résultat d'activité 2.6: Les appuis pour l'amélioration de la redevabilité et la transparence sont suivis et des actions de communication des acquis sont réalisées								0	0	0	
	2.6.1: Réaliser des suivis sur le terrain	X	X	X	X							
	2.6.2: Renforcement de la communication sur les thématiques couvertes par le programme	X	X	X	X							
	TOTAL PRODUIT 2									420 669	131 395	289 273
	Résultat d'activité 3.1: L'équipe de gestion du programme est mis en place et opérationnel					MINJUS / PNUD				324 206	313 006	11 200
	3.1.1. Mettre en œuvre le processus de recrutement du staff du programme							04000	74200 Publication	768	768	0
	- Publication	X										
	3.1.2. Renforcer les compétences du personnel en procédure et aux exigences techniques. (HACT)									7 000	7 000	0
	- Atelier	X	X	X	X			04000	61300 Salaire staff int	500	500	
	- Salaire staff international	X	X	X	X			04000	71600 Voyages	2 000	2 000	
	- Publication,	X	X	X	X			04000	74200 Publication	1 500	1 500	
	- Missions	X	X	X	X			04000	75700 Atelier	3 000	3 000	
3.1.3. Payer les charges de personnel du Programme.					PNUD				128 002	116 802	11 200	
- Salaire: 1 Coordonnateur, 1 Assistant, 2 chauffeurs	X	X	X	X			04000	71400 SC	83 202	83 202		
- Salaire: conseiller en gouvernance	X	X	X	X			04000	61300 int	44 800	33 600	11 200	
3.1.4. Payer les coûts directs par les projets (DPC) et salaires transversaux.					PNUD				184 436	184 436	0	
- DPC et salaires transversaux (UPM, UCOM, AFs, ...)	X	X	X	X			04000		184 436	184 436		
3.1.5. Formation du personnel.									2 000	2 000	0	
- Formation	X	X	X	X			04000	71400 SC	2 000	2 000	0	
Résultat d'activité 3.2: Les besoins logistiques de la mise en œuvre du programme sont assurés					MINJUS				24 000	24 000	0	
3.2.1. Evaluer les besoins et Elaborer le plan de procurement												

Produits CPD / Plan stratégique (SP) escomptés		Activités prévues	CALENDRIER				PMO	PARTIES		RESSOURCES			
			RESPONSABLES					Description du budget	Source	Montant en USD	Disponible	A mobiliser	
T1	T2	T3	T4	Source	Description du budget	Montant en USD	Disponible						A mobiliser
3.2.2. Procéder aux acquisitions													

### III – ARRANGEMENT DE GESTION



3.1. Le **partenaire de mise en œuvre** est le ministère en charge de la Justice. Il est responsable et redevable de la mise en œuvre du projet, la réalisation des produits attendus du projet, et l'utilisation efficace des ressources allouées au projet.

3.2. La **partie responsable** est une entité choisie pour agir au nom du Partenaire de mise en œuvre afin de tirer profit de leurs compétences spécialisées, d'atténuer les risques et de diminuer les lourdeurs administratives, sur la base d'un document ou contrat écrit lui permettant d'acheter des biens ou fournir des services financés sur le budget du projet,

Toutes les parties responsables sont directement redevables devant le partenaire de mise en œuvre en conformité avec les termes de leur accord ou du contrat signés entre les deux parties.

3.3. Le **Comité de Projet** est la principale instance décisionnelle du projet, en charge des orientations du projet et de la validation de ses résultats. Il comprend les fonctions suivantes :

- **L'Exécutif**, qui préside le Comité de projet, est désigné par **le Ministère de la Justice**. Il a la responsabilité de l'utilisation efficace des ressources du PNUD allouées au projet et de l'obtention des résultats (Cf. Réglementation Financière 27.01). Le Directeur National, sous l'autorité du partenaire de mise en œuvre, est l'ordonnateur sur le budget du projet. Il approuve les demandes de services (réquisitions) et les demandes de paiement.

- Le **Partenaire de développement** ou **Fournisseur principal** représente les intérêts des parties qui financent et / ou fournissent de l'expertise technique pour le projet. La fonction du fournisseur principal au sein du Comité est de fournir des orientations concernant la faisabilité technique et financière du projet. Le fournisseur principal est donc constitué par les structures censées réaliser les produits du projet.

A ce titre, il comprendra les représentants du partenaire de mise en œuvre, des parties responsables, des ministères sectoriels concernés, du PNUD et d'autres donateurs et agences spécialisées éventuels.

- Les **Représentants des bénéficiaires** ou **Bénéficiaires principaux** représentent les intérêts des bénéficiaires du programme/projet. Ils ont pour fonction principale d'assurer au sein du comité de pilotage la réalisation des résultats du projet dans la perspective des bénéficiaires du projet. Leur rôle est de défendre les intérêts de tous ceux qui vont bénéficier du projet, ou ceux pour lesquels les livrables résultant des activités permettront d'atteindre des cibles spécifiques. Les bénéficiaires principaux suivent l'avancement du projet conformément aux cibles fixés et aux critères de qualité.

Cette fonction est assurée par les communautés, les communes, les régions, les structures d'appui à l'entrepreneuriat et à la promotion des opportunités d'emploi et de revenu.

- L'**Assurance de projet** est le rôle de tous les membres du Comité de projet, mais elle peut être déléguée. Elle appuie le comité en assurant une fonction objective et indépendante de surveillance et de suivi sur le projet. Ce rôle s'assure que les principales étapes du projet sont mises en œuvre et complétées.

Pour le PNUD, l'assurance du projet revient au Chargé de Programme lutte contre la pauvreté.

- 3.4. Le **gestionnaire de projet** est le **Coordonnateur du Programme**. Il est responsable de la mise en œuvre quotidienne du projet, au nom du partenaire de mise en œuvre, et dans les limites accordées par le Comité de projet. La principale responsabilité du gestionnaire de projet est de s'assurer que le projet délivre les produits spécifiés dans le document de projet selon les normes de qualités requises et en respectant les contraintes de temps et de coût.

Le gestionnaire de projet est le certificateur sur le budget du projet.

Le Directeur National, son suppléant et le Coordonnateur de Programme assurent conjointement la réalisation des activités opérationnelles aussi bien au niveau central qu'au niveau décentralisé et sont co-responsables de la qualité des résultats du projet. Ils sont redevables de l'utilisation efficiente et efficace des ressources, ainsi que de l'utilisation rationnelle des biens et équipements acquis dans le cadre de ce projet, dans le respect des procédures en vigueur.

- 3.5. Le Directeur National et le Coordonnateur de Programme sont assistés par une unité technique et une unité administrative.

- L'unité technique est composée par des spécialistes des thématiques du Programme.

- L'unité administrative et financière est composée par des assistants administratifs / financiers et des chauffeurs. Cette unité a la responsabilité de veiller à l'observance des procédures administratives et financières applicables.

Par ailleurs, le Directeur National et le Coordonnateur de Programme devront procéder à la nomination de leur suppléant respectif.

3.6. Les remises d'espèces aux Partenaires de mise en œuvre se feront selon les dispositions du CPAP contenues dans les alinéas 6.4 à 6.9.

Des formations seront organisées, selon les besoins, en vue du renforcement des capacités de l'équipe de mise en œuvre.

3.7. Afin d'assurer une gestion financière saine des ressources du projet, les dispositions des paragraphes 7.1 et 7.5 du CPAP s'appliqueront.

## VI – CADRE DE SUIVI ET EVALUATION

Vis à vis des dispositions mentionnées dans le CPAP, le mécanisme de suivi et d'évaluation est entrepris conformément à la matrice des résultats de l'UNDAF ainsi qu'au plan de suivi et d'évaluation du programme. L'objectif étant de veiller à une utilisation efficace des ressources du programme ainsi qu'à la redevabilité, la transparence et l'intégrité. Le partenaire de mise en œuvre présentera des rapports de progrès trimestriels sur les réalisations et les résultats du projet, les risques, les problèmes rencontrés lors de l'exécution du projet ainsi que l'utilisation des ressources comme il en a été convenu dans le PTA, conformément aux dispositions et du PNUD en la matière.

### Sur une base trimestrielle :

- Une évaluation de la qualité enregistrera les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats clés, basée sur les critères de qualité et les méthodes consignées dans le tableau de gestion de la qualité ;
- Un journal des problèmes sera activé dans Atlas et mis à jour par le chef de projet afin de faciliter le suivi et la résolution de problèmes potentiels ou des demandes de modification ;
- Un journal des risques fondé sur une analyse initiale des risques (voir journal des risques en annexe) sera activé dans Atlas et régulièrement mis à jour en fonction des facteurs de l'environnement externe qui pourraient affecter la réalisation du projet ;
- Un rapport trimestriel d'avancement fondé sur les informations susmentionnées enregistrées dans Atlas sera soumis par le chef de projet au Comité de projet par le biais de l'assurance projet. Ce rapport suivra le format de rapport standard disponible dans l'Executive Snapshot ;
- Un journal des enseignements sera activé et régulièrement mis à jour pour assurer l'apprentissage et l'adaptation continus au sein de l'organisation et faciliter la préparation du rapport sur les enseignements à la fin du projet ;
- Un plan de suivi du calendrier sera activé dans Atlas et mis à jour afin de suivre les actions/événements clés en matière de gestion.

### Annuellement :

- **Visites du projet :** Des représentants du PNUD et du gouvernement devraient visiter le projet au moins une fois par an. Les visites de terrain servent à valider les résultats, plus particulièrement ceux obtenus au cours de la période précédant la visite. Si entreprise pendant la dernière partie de l'année

d'exercice, la visite de terrain devrait fournir les dernières informations relatives à l'avancement du projet vis à vis du rapport annuel. Chaque visite de terrain devrait être suivie de l'élaboration d'un bref document faisant office de rapport qui sera déposé au plus tard une semaine après le retour au bureau ;

- **Rapport d'examen annuel** : Un rapport d'examen annuel sera rédigé par le chef de projet et transmis au Comité de projet et au Comité des résultats. Le rapport d'examen annuel devra au minimum contenir le format type du rapport trimestriel d'activité d'Atlas, couvrant toute l'année, ainsi que des informations à jour sur chacun des éléments mentionnés du rapport trimestriel ainsi qu'une synthèse des résultats obtenus par rapport aux cibles prédéfinies au niveau des produits.
- **Examen annuel du projet** : Sur la base du rapport ci-dessus, le projet fera l'objet d'un examen annuel durant le quatrième trimestre de l'année ou juste après, afin d'analyser la performance du projet et valider le plan de travail annuel pour l'année suivante. Durant la dernière année, cet examen se fera sous forme d'évaluation finale. Cet examen est mené par le Comité de projet et peut impliquer d'autres parties prenantes si besoin. Il portera sur les progrès réalisés vers l'obtention des produits escomptés et veillera à ce que ces derniers restent cohérents avec les résultats appropriés.

## V – CADRE LEGAL

Le Plan de travail annuel, qui, avec le CPAP signé par le Gouvernement et le PNUD, constituent un Document de Projet tel que défini dans l'Accord de Base Type en matière d'Assistance (SBAA). Par ailleurs, toutes les dispositions du CPAP sont applicables à ce document.

En accord avec l'article III de l'Accord de Base Type en matière d'Assistance (SBAA), la responsabilité de la sûreté et de la sécurité du partenaire de mise en œuvre, de son personnel et de ses biens, ainsi que des biens du PNUD placés sous la garde des Partenaires de mise en œuvre, incombe aux Partenaires de mise en œuvre.

Le Partenaire de mise en œuvre devra :

- a) Mettre en place un plan de sécurité approprié et le maintenir, en prenant en considération la situation de la sécurité dans le pays de mise en œuvre du projet ;
- b) Assumer tous les risques et responsabilités liés à la sécurité du Partenaire de mise en œuvre et la pleine exécution du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est en place, et d'en proposer des modifications si nécessaire. Le fait de ne pas mettre en œuvre et de tenir un plan de sécurité approprié tel qu'il est requis ci-après sera considéré comme une violation de cet accord.

Les Partenaires de mise en œuvre s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables pour veiller à ce qu'aucun des fonds reçus en vertu de ce Document de Projet ne soit utilisé pour soutenir des personnes ou des entités associées au terrorisme et que les bénéficiaires des sommes éventuellement fournies par le PNUD ci-dessous n'apparaissent pas sur La liste tenue par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999). La liste est accessible au <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>.

Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats de sous-traitance ou les sous-accords conclus dans le cadre de ce Document de Projet.

# ANNEXES

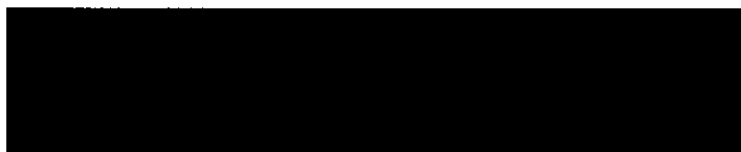
Annexe 1 : Fiches d'activités /Journal de qualité

Annexe 2 : Journal des risques

Annexe 3 : Plan de suivi et de communication

Annexe 4 : Liste des acronymes





<b>PRODUIT 1. Les structures et acteurs œuvrant dans le fonctionnement de la chaîne pénale ont les capacités et les outils pour une mise en œuvre efficace de leurs activités garantissant le respect des Droits Humains et l'accès à la justice des justiciables</b>		
<b>Résultat d'activité 1.1:</b> Le fonctionnement de la chaîne pénale est amélioré dans les zones d'intervention	Renforcement des capacités des acteurs de la chaîne pénale	<b>Date de début :</b> Février 2016 <b>Date de fin :</b> 10 Décembre 2016
<b>Objectif</b>	-Permettre aux acteurs de la chaîne pénale des zones d'intervention d'avoir les capacités et les outils pour une mise en œuvre de leurs activités	
<b>Description</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>-Renforcer les capacités des acteurs de la chaîne pénale pour un meilleur accomplissement de leurs fonctions</li><li>-Doter les structures de la chaîne pénale des zones d'intervention des moyens nécessaires pour une opérationnalisation de leur activité</li><li>- Appuyer la mise en place d'un système opérationnel de collecte et traitement des données relatives à la chaîne pénale</li><li>-Appuyer les juridictions des zones d'intervention dans la tenue des audiences foraines</li><li>-Appuyer l'effectivité de l'exécution des peines</li></ul>	
<b>Critères de qualité</b>	<b>Démarche qualité</b>	<b>Date d'évaluation</b>
Satisfaction des participants	Evaluation des formations de la part des participants	Décembre 2016
Les matériels répondent aux besoins des acteurs de la chaîne pénale et aux qualités requises	Vérification sur la base des caractéristiques identifiées	Septembre 2016
Le mécanisme et les outils de coordination du suivi de l'accès à la justice sont adaptés aux réalités et répondent aux enjeux	Analyse de l'adéquation au contexte des outils et mécanismes	Décembre 2016
Mise en œuvre des audiences foraines permettant l'accès aux services de la justice	Fiche de suivi des actions  Vérification des comptes rendus ou rapports d'audiences	Décembre 2016

707

Les jugements sont exécutés en respect des textes de lois en vigueur	<p>Analyse de la conformité des pièces d'exécution aux modèles à la disposition du Ministère de la justice</p> <p>Analyse de la conformité et de l'harmonie entre les prescrits des pièces d'exécution et les dispositifs des jugements exécutés.</p>	Décembre 2016
<b>Résultat d'activité 1.2:</b> Le cadre légal malgache en matière pénale est conforme aux standards internationaux et vulgarisé	Appui à la réforme du cadre légal et à la vulgarisation des textes de lois	<p>Date de début : Février 2016</p> <p>Date de fin : 10 Décembre 2016</p>
<b>Objectif</b>	Appui à la réforme du cadre légal malgache en vue de le rendre conforme aux standards internationaux et appui à la vulgarisation des textes de loi pour une meilleure connaissance par les acteurs concernés et la population	
<b>Description</b>	<p>-Appui à la mise en œuvre du plan d'action de la réforme pénale et pénitentiaire</p> <p>-Appui à la vulgarisation du cadre légal</p> <p>- Contribution à la mise en œuvre des recommandations de l'EPU</p>	
<b>Critères de qualité</b>	<b>Démarche qualité</b>	<b>Date d'évaluation</b>
La réforme de la justice adaptée aux réalités et répondant aux enjeux	Analyse du document	Décembre 2016
Les brochures sont éditées selon le model validé et répondent aux normes de qualité	Analyse des documents	Décembre 2016
Le Comité interministériel de suivi et évaluation et rédaction relatif à l'EPU tient au moins 2 ateliers	Fiche de présence, analyse des rapports d'ateliers	Décembre 2016

<b>Résultat d'activité 1.3:</b> Les capacités d'accès à la justice	Appui à l'assistance juridique de proximité à travers les cliniques juridiques	<p>Date de début : Février 2016</p> <p>Date de fin : 10 Décembre 2016</p>
--	--	---

f b  
do

sont améliorées dans les zones d'intervention		
Objectif	- Permettre aux personnes vulnérables, aux détenus, de pouvoir bénéficier d'une assistance juridique et judiciaire de qualité	
Description	- Appui à l'assistance juridique de proximité à travers les Cliniques juridiques des zones d'intervention  - Appui à la mise en œuvre d'un accompagnement judiciaire de proximité et de qualité aux personnes vulnérables et aux personnes en détention préventive dans les zones d'intervention	
Les cliniques juridiques sont pérennes	Texte sur les cliniques juridiques en vigueur	Décembre 2016
Les cliniques juridiques organisent des descentes sur terrain et des séances de sensibilisations	Respect du planning des descentes sur terrain	Décembre 2016
6 cliniques juridiques existantes sont appuyées par l'octroi d'une subvention de fonctionnement	Convention de subvention signée conformément aux procédures en vigueur	Décembre 2016
Résultat d'activité 1.3: Les capacités d'accès à la justice sont améliorées dans les zones d'intervention	Appui à l'assistance juridique de proximité à travers les cliniques juridiques	Date de début : Février 2016  Date de fin : 10 Décembre 2016
Objectif	- Permettre aux personnes vulnérables, aux détenus, de pouvoir bénéficier d'une assistance juridique et judiciaire de qualité	
Description	- Appui à l'assistance juridique de proximité à travers les Cliniques juridiques des zones d'intervention  - Appui à la mise en œuvre d'un accompagnement judiciaire de proximité et de qualité aux personnes vulnérables et aux personnes en détention préventive dans les zones d'intervention	
Les cliniques juridiques sont pérennes	Texte sur les cliniques juridiques en vigueur	Décembre 2016

Les cliniques juridiques organisent des descentes sur terrain et des séances de sensibilisations	Respect du planning des descentes sur terrain	Décembre 2016
2 nouvelles cliniques juridiques sont mise en place	2 nouvelles cliniques juridiques fonctionnant conformément au nouveau cadre légal	Décembre 2016

<b>Résultat d'activité 1.4:</b> Les appuis pour l'amélioration de l'accès à la justice sont suivis et des actions de communication des acquis sont réalisées	Suivi et communication des réalisations du projet	Date de début : Février 2016  Date de fin : 10 Décembre 2016
<b>Objectif</b>	S'assurer de la qualité, des délais et du respect des procédures des réalisations du projet et les communiquer.	
<b>Description</b>	Réalisation des activités et missions de suivi sur le terrain (suivi de la mise en œuvre/suivi conjoint)  Réalisation des actions de communication sur les thématiques couvertes par le projet	
Respect des critères de qualités des réalisations et des activités	Vérification de la conformité des réalisations avec les TDR	Décembre 2016
Disponibilité (dans les délais) et conformité des rapports aux normes établies	Vérification des rapports	Décembre 2016
Réalisations des revues et des missions de suivi et de communication régulières	PV de réunions et rapports de missions	Décembre 2016
Participation actives des parties prenantes aux revues et aux missions de suivi et de communication	Fiche de présence (nombre et représentativité des participants)	Décembre 2016
<b>PRODUIT 2:</b> Les institutions de redevabilité, dont le Parlement et les organes et acteurs de lutte contre la corruption, disposent des cadres légaux et stratégiques, des capacités et des outils pour consolider leur rôle et assurer efficacement leur mandat.		

*Handwritten signature and initials*

<b>Résultat d'activité 2.1:</b> Le Parlement est outillé pour exercer son rôle législatif et de contrôle	Renforcer les capacités des parlementaires et des fonctionnaires du Parlement.	Date de début : Janvier 2016  Date de fin : 10 Décembre 2016
<b>Objectif</b>	Permettre aux Parlementaires et aux fonctionnaires du Parlement d’avoir les capacités nécessaires pour exercer leur rôle	
<b>Description</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Renforcement de capacités/ ateliers thématiques pour parlementaires</li><li>-Renforcement des capacités des parlementaires sur la pratique parlementaire, l’initiative législative et les méthodes d’analyse des textes</li><li>- Formations pour fonctionnaires de l’Assemblée Nationale</li><li>-Audit organisationnelle l’AN et sa mise en œuvre</li><li>- Tenue d’une séance d’induction pour les sénateurs</li><li>- Finalisation et diffusion du plan stratégique</li></ul>	
Satisfaction des participants aux ateliers de renforcement de capacité	Evaluation des formations de la part des participants ; fiches de présence ; analyse des PV des ateliers	Décembre 2016
Disponibilité du plan stratégique et diffusion auprès de toutes les parties concernées (AN, PTF...)	Plan stratégique dupliqué et diffusé	Mars 2016
Satisfaction des audités et du secrétariat générale sur le rapport d’audit organisationnel	Nouvel organigramme proposé par le Cabinet adopté par le membre du bureau permanent de l’Assemblée Nationale	Mars 2016
<b>Résultat d'activité 2.2:</b> Les parlementaires sont outillés pour exercer leur rôle de représentation et sont redevables envers les citoyens	Séances de restitution des parlementaires	Date de début : janvier 2016  Date de fin : 10 Décembre 2016
<b>Objectif</b>	-Permettre aux Parlementaires en tant que Représentants du peuple de rendre compte aux citoyens de leurs actions	
<b>Description</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Appui aux sessions de restitution et d’échange des parlementaires</li><li>- Appui à la publication des bulletins trimestriels</li><li>- Appui aux émissions télé ou radio sur les activités de l’AN</li></ul>	

Les initiatives appuyées permettent la restitution de l'activité parlementaire et l'échange avec la population	Analyse des rapports d'activité	Décembre 2016
Le respect de la périodicité des bulletins	Vérification de la périodicité des bulletins	Décembre 2016
Les émissions télé ou radio conformes aux TDRs et aux spécificités techniques	Vérification de la conformité des émissions aux TDRs	Décembre 2016
<b>Résultat d'activité 2.3:</b> La mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLC) est accompagnée.	Appui à la mise en œuvre de la SNLC	Date de début : janvier 2016 Date de fin : 10 Décembre 2016
<b>Objectif</b>	-Mettre en œuvre la nouvelle Stratégie nationale de lutte contre la corruption répondant aux défis actuels de corruption dans le pays	
<b>Description</b>	-Diffusion de la SNLCC  - Elaboration d'un plan d'actions et de budgétisation pour la mise en œuvre de la SNLC  - Mise à jour du cadre légal anti-corruption	
Le plan d'action de mise en œuvre de la SNLCC est adapté aux réalités et répond aux enjeux	Analyse du document	Juin 2016
Le cadre légal anti-corruption est conforme aux standards internationaux	Analyse du document	Décembre 2016
<b>Résultat d'activité 2.4:</b> Les capacités des acteurs anti-corruption à mettre en œuvre la SNLC et leur coordination sont améliorées	Renforcement des capacités des acteurs de lutte contre la corruption	Date de début : Février 2016 Date de fin : 10 Décembre 2016

Objectif	-Permettre aux acteurs intervenant dans la lutte anti-corruption d’avoir les capacités nécessaires pour mener leurs activités et de se coordonner entre eux	
Description	-Formations des OSC, des jeunes et des journalistes en investigation  -Sessions de coordination entre BIANCO, CSI, Ministère de la Justice et SAMIFIN	
La méthodologie de formation tient compte et adopte des démarches pour mieux impliquer les parties prenantes et les groupes cibles	Validation de la méthodologie pendant une réunion technique	décembre 2016
Le plan de coordination entre les acteurs est mis en œuvre et répond aux besoins des cibles	Nombre des activités du plan de coordination mis en œuvre	Décembre 2016
Résultat d'activité 2.5 :Les initiatives innovantes de sensibilisation sur la corruption sont appuyées	Initiatives de sensibilisation et mobilisation contre la corruption	Date de début : Février 2016  Date de fin : 10 Décembre 2016
Objectif	- Sensibilisation et mobilisation des parties prenantes à la lutte contre la corruption	
Description	-Appui aux sensibilisations et mobilisations du secteur privé  -Appui aux sensibilisations et mobilisations du secteur public et des élus  - Appui aux initiatives innovantes de sensibilisation et mobilisation	
Les initiatives de sensibilisation et mobilisation sont adaptés aux défis de la corruption dans le pays	Analyse des rapports d’activité	Décembre 2016
Satisfaction des participants aux initiatives	Evaluation des initiatives de la part des participants	Décembre 2016
Résultat d'activité 2.6:Les appuis pour l'amélioration de la redevabilité et la transparence sont suivis et des actions de communication des acquis sont réalisées	Suivi et communication des réalisations du projet	Date de début : Février 2016  Date de fin : 10 Décembre 2016

Handwritten signature/initials.

<b>Objectif</b>	S'assurer de la qualité, des délais et du respect des procédures des réalisations du projet et les communiquer.	
<b>Description</b>	Réalisation des activités et missions de suivi sur le terrain (suivi de la mise en œuvre/suivi conjoint)  Réalisation des actions de communication sur les thématiques couvertes par le projet	
Respect des critères de qualités des réalisations et des activités	Vérification de la conformité des réalisations avec les TDR	Décembre 2016
Disponibilité (dans les délais) et conformité des rapports aux normes établies	Vérification des rapports	Décembre 2016
Réalisations des revues et des missions de suivi et de communication régulières	PV de réunions et rapports de missions	Décembre 2016
Participation actives des parties prenantes aux revues et aux missions de suivi et de communication	Fiche de présence (nombre et représentativité des participants)	Décembre 2016

<b>Produit 3: Le programme est géré efficacement.</b>		
<b>Résultat d'activité 3.1:</b> L'équipe de gestion du programme est mis en place et opérationnel	Gestion du programme	Date de début : Février 2016  Date de fin : 10 Décembre 2016
<b>Objectif</b>	S'assurer de la disponibilité et du renforcement des capacités du personnel	
<b>Description</b>	Paiement des charges du personnel du programme	
Compétences du personnel répondent aux TDR	Rapport de formation	Décembre 2016

4006



	Fiche de présence	
Résultat d'activité 3.2: Les besoins logistiques de la mise en œuvre du programme sont assurés	Logistique pour le bon déroulement du programme	Date de début : Février 2016  Date de fin : 10 Décembre 2016
Objectif	S'assurer de la disponibilité des moyens logistiques nécessaires pour la mise en œuvre du programme	
Description	Appui logistique à la mise en œuvre du programme.	
Respect des délais d'élaboration du plan de passation de marché	Date d'envoi du plan de passation de marché	Février 2016
Respect des procédures de passation des marchés	Qualité des membres du panel d'évaluation  PV d'évaluation	Juillet 2016
Résultat d'activité 3.3: La mise en œuvre du programme est assurée et suivie.	Mise en œuvre et suivi du programme	Date de début : Février 2016  Date de fin : 10 Décembre 2016
Objectif	Assurer la mise en œuvre et le suivi du programme	
Description	Elaboration des différents documents de gestion du programme (PTA, PTT, plan opérationnel, journaux), de suivi (plan de suivi et communication)  Organisation des revues du suivi, audit et évaluation du programme	
Respect des délais et de la périodicité dans la production des rapports	Date de production et d'envoi des rapports	Avril 2016  Juillet 2016  Octobre 2016  Décembre 2016
Respect des normes de qualité des rapports	Analyse de rapport (conformité)	Avril 2016  Juillet 2016

*Handwritten signature/initials*

		Octobre 2016 Décembre 2016
Nombre et qualités des parties prenantes aux revues et missions de suivi	Fiche de présence des participants (aux revues et missions de suivi)	Avril 2016 Juillet 2016 Octobre 2016 Décembre 2016

as  
f b

## JOURNAL DES RISQUES RED

Type	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Organisationnel	Janvier 2016	« Turn-over » au sein des acteurs des instances judiciaires et de redevabilités lesquels sont régulièrement mutés ou remplacés.	30 juin 2016	Planifier des activités de renforcement des capacités des acteurs des instances judiciaires et de redevabilités en assurant un meilleur ciblage des bénéficiaires.	Oui	Chargé de programme
Politique	Janvier 2016	L'instabilité institutionnelle (requête en déchéance / Motion de censure...) pourrait ralentir la mise en œuvre des activités menées au niveau des 2 chambres (haute et basse)	30 juin 2016	Avec l'appui de l'Unité Stratégique et Politique, le Bureau Pays va suivre la situation et des actions appropriées seront prises pour que cela n'affecte pas négativement le Programme.	Oui	Chargé de programme
Stratégique	Janvier 2016	Manque de volonté politique des instances nationales dans la mise en œuvre effective des différentes actions en vue de l'amélioration de l'Etat de Droit.	30 juin 2016	Forte implication du Senior Management du PNUD pour procéder au plaidoyer pour s'assurer de l'implication des instances nationales pour la mise en œuvre effective des différentes actions et réformes pour un meilleur Etat de Droit	Oui	Chargé de programme

f r

Type	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Opérationnel	Janvier 2016	Non disponibilité de Consultants, de matériels au moment voulu entravant la performance du projet.	30 juin 2016	Constitution de base de données de ressources humaines et prestataires	Non	UPM
		Insécurité dans les zones d'intervention	30 juin 2016	Le phénomène sera suivi en collaboration avec UNDSS et toutes les mesures appropriées seront prises à temps opportun pour que le programme ne soit pas affecté.	Oui	Chargé de programme
Financier	Janvier 2016	Retard de la mise à disposition de fonds auprès des partenaires opérationnels.	30 juin 2016	Développement de plan de redressement/rattrapage	Oui	Chargé de programme

# PLAN DE COMMUNICATION

## PROGRAMME D'APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ETAT DE DROIT

AWARD ID :

Année 2016

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
<b>PRODUIT 1: Les structures et acteurs œuvrant dans le fonctionnement de la chaîne pénale ont les capacités et les outils pour une mise en œuvre efficace de leurs activités garantissant le respect des Droits Humains et l'accès à la justice des justiciables</b>				
<b>Résultat d'activité 1.1 : Le fonctionnement de la chaîne pénale est amélioré dans les zones d'intervention</b>				
<b>ACTIVITE 1.1.1. Renforcer les capacités des acteurs de la chaîne pénale pour un meilleur accomplissement de leurs fonctions</b>				
Communication sur la mise en œuvre de deux sessions de 2 sessions de renforcement des capacités aux acteurs de la chaîne pénale par zones d'intervention	Unité de projet ; Ministère de la justice ; comité de pilotage du projet ; unité gouvernance	Décembre 2016		
<b>ACTIVITE 1.1.2. Doter les structures de la chaîne pénale des zones d'intervention des moyens nécessaires pour une opérationnalisation de leur activité</b>				
Communication sur l'évaluation des capacités des structures de la chaîne pénale dans les zones d'intervention	Unité de projet ; Ministère de la justice ; comité de pilotage du projet; unité gouvernance	Mars 2016		
Communication sur la mise en place et le fonctionnement de la procédure de traitement en réel	Unité de projet ; Ministère de la justice ; comité de pilotage du projet ; unité gouvernance	Juin 2016		
Communication sur l'organisation de sessions de renforcement des capacités sur des thématiques concernant la chaîne pénale	Unité de projet ; Ministère de la justice ; comité de pilotage du projet; unité gouvernance	Décembre 2016		
<b>ACTIVITE 1.1.3. Appuyer la mise en place d'un système opérationnel de collecte et traitement des données relatives à la chaîne pénale</b>				
Communication sur la mise en place du mécanisme de collecte des données dans les juridictions des zones d'intervention	Unité de projet ; Ministère de la justice ; comité de pilotage du projet; unité gouvernance	Septembre 2016		
Communication sur le processus d'harmonisation du cadre statistique pour les structures de la chaîne pénale	Unité de projet ; Ministère de la justice; unité gouvernance	Juin 2016		
<b>Activité 1.1.4. Appuyer les juridictions des zones d'intervention dans la tenue des audiences foraines</b>				

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
Communication sur la tenue des audiences foraines	Unité de projet ; comité de pilotage du projet, Ministère de la justice; unité gouvernance	Novembre 2016		
<b>Activité 1.1.5. Appuyer l'effectivité de l'exécution des peines</b>				
Communication sur la mise en place des services financiers dans les juridictions des zones d'intervention	Unité de projet ; comité de pilotage du projetMinistère de la justice ; unité gouvernance	Novembre 2016		
<b>Résultat d'activité 1.2: Le cadre légal malgache en matière pénale est conforme aux standards internationaux et vulgarisé</b>				
<b>Activité 1.2.1. Appui à l'élaboration d'un plan d'action de réforme de la justice</b>				
Communication sur les consultations et sur la validation du plan d'action de réforme de la justice	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice; unité gouvernance ;	Octobre 2016		
<b>Résultat d'activité 1.3: Les capacités d'accès à la justice sont améliorées dans les zones d'intervention</b>				
<b>1.3.1. Appui à l'assistance juridique de proximité à travers les Cliniques juridiques des zones d'intervention</b>				
Communication sur les activités des Cliniques Juridiques	Unité de projet ; comité de projet, Ministère de la Justice; unité gouvernance	Juin, septembre Novembre 2016		
<b>1.3.2. Appui à la mise en œuvre d'un accompagnement judiciaire de proximité et de qualité aux personnes vulnérables et aux personnes en détention préventive dans les zones d'intervention</b>				
Communication sur le processus de mise en place du pool d'avocats pour l'assistance gratuite dans les zones d'intervention	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice; unité gouvernance, Barreau	Mai, Juillet, Septembre 2016		
Communication sur les activités du comité de garantie judiciaire	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice; unité gouvernance	Mai, juillet, sept, octobre 2016		
<b>Résultat d'activité 1.4 : Les appuis pour l'amélioration de l'accès à la justice sont suivis et des actions de communication des acquis sont réalisées</b>				
Communication sur la prise en compte des observations, remarques et recommandations des revues et missions de suivi	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice; unité gouvernance ; acteurs de la chaîne pénale des zones d'intervention ; unité de suivi	Avril Juillet, octobre et décembre 2016		

8  
Foot

Type d'Action de suivi	Partie-Prendantes	Date due	Complétée	Statuts
<b>Produit 2: Les institutions de redevabilité, dont le Parlement et les organes et acteurs de lutte contre la corruption, disposent des cadres légaux et stratégiques, des capacités et des outils pour consolider leur rôle et assurer efficacement leur mandat</b>				
<b>Résultat d'activité 2.1 : Le Parlement est outillé pour exercer son rôle législatif et de contrôle</b>				
<b>ACTIVITE 2.1.1. Renforcement de capacités/ ateliers thématiques pour parlementaires (justice, décentralisation, paix et réconciliation, genre)</b>				
Communication sur les ateliers de renforcement des capacités des commissions juridiques élargis aux autres commissions de l'Assemblée Nationale	Unité de projet ; comité de projet Assemblée Nationale; unité gouvernance ;	Juillet 2016		
<b>ACTIVITE 2.1.2. Renforcement des capacités des parlementaires sur la pratique parlementaire, l'initiative législative et les méthodes d'analyse des textes</b>				
Communication sur les ateliers de renforcement des capacités	Unité de projet ; comité de projet Assemblée Nationale; unité gouvernance ;	Décembre 2016		
<b>ACTIVITE 2.1.3. Formations pour fonctionnaires (direction de la législation, service de la recherche et des études)</b>				
Communication sur les ateliers de renforcement des capacités	Unité de projet ; comité de projet Assemblée Nationale; unitégouvernance ;	Décembre 2016		
<b>ACTIVITE 2.1.4. Finalisation et diffusion du plan stratégique</b>				
Communication sur la diffusion du plan stratégique auprès des cibles	Unité de projet ; comité de projet Assemblée Nationale; unité gouvernance ;	Décembre 2016		
<b>Résultat d'activité 2.2: Les parlementaires sont outillés pour exercer leur rôle de représentation et sont redevables envers les citoyens</b>				

AB 4 AB

Types d'Actions Suivi	Partie-prenantes	Date due	Complété	Statuts
<b>ACTIVITE 2.2.1. Appui aux sessions de restitution et d'échange des parlementaires</b>				
Communication sur la sensibilisation de la population sur les rôles des parlementaires à travers une journée porte ouverte dans les régions d'intervention du PNUD	Unité de projet ; comité de projet Assemblée Nationale; unité gouvernance ;	Décembre 2016		
<b>Résultat d'activité 2.3: La mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLC) est accompagnée</b>				
<b>ACTIVITE 2.3.1. Mise en œuvre de la SNLC</b>				
Communication sur la vulgarisation et la mise en œuvre de la SNLCC	Unité de projet ; comité de projet; BIANCO ; unité gouvernance ;	Juillet 2016		
<b>ACTIVITE 2.3.2. Mise à jour du cadre légal anti-corruption</b>				
Communication sur la mise à jour du cadre légal	Unité de projet ; comité de projet ; BIANCO; unité gouvernance ;	Décembre 2016		
<b>Résultat d'activité 2.4 : Les capacités des acteurs anti-corruption à mettre en œuvre la SNLC et leur coordination sont améliorées</b>				
<b>ACTIVITE 2.4.1. Formations des OSC, des jeunes et des journalistes en investigation</b>				
Communication sur le renforcement des capacités des OSC, des jeunes et des journalistes en investigation	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice ; CSI ; SAMIFIM BIANCO; unité gouvernance	Juillet 2016		
<b>ACTIVITE 2.4.2. Sessions de coordination entre BIANCO, CSI, Ministère de la Justice et Samifin</b>				
Communication sur la mise en œuvre du mécanisme de coordination et de suivi-évaluation entre BIANCO, CSI, Ministère de la Justice et Samifin	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice ; CSI ; SAMIFIM BIANCO; unité gouvernance	décembre 2016		

*Handwritten signature/initials*



Types d'Actions Suivi	Partie-prenantes	Date due	Complété	Statuts
<b>Résultat d'activité 2.5 : Les initiatives innovantes de sensibilisation sur la corruption sont appuyées</b>				
Communication sur les initiatives de sensibilisation vers le secteur public, privé et les élus	Unité de projet ; comité de projet ; BIANCO; unité gouvernance ;	Décembre2016		
Communication sur les initiatives innovantes appuyées	Unité de projet ; comité de projet ; BIANCO; unité gouvernance ;	Décembre2016		
<b>Résultat d'activité 2.6 : Les appuis pour l'amélioration de la redevabilité et la transparence sont suivis et des actions de communication des acquis sont réalisées</b>				
Communication sur la prise en compte des observations, remarques et recommandations des revues et missions de suivi	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice; unité gouvernance ; unité de suivi	Avril Juillet, octobre et décembre 2016		

# PLAN DE SUIVI

## PROGRAMME D'APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ETAT DE DROIT

AWARD ID :

Année 2016

Type d'Action de suivi	Partie-Prénantes	Date due	Complétée	Statuts
<b>PRODUIT 1: Les structures et acteurs œuvrant dans le fonctionnement de la chaîne pénale ont les capacités et les outils pour une mise en œuvre efficace de leurs activités garantissant le respect des Droits Humains et l'accès à la justice des justiciables</b>				
<b>Résultat d'activité 1.1 : Le fonctionnement de la chaîne pénale est amélioré dans les zones d'intervention</b>				
<b>ACTIVITE 1.1.1. Renforcer les capacités des acteurs de la chaîne pénale pour un meilleur accomplissement de leurs fonctions</b>				
Suivi de la mise en œuvre de deux sessions de 2 sessions de renforcement des capacités par zones d'intervention	Unité de projet ; Ministère de la justice ; comité de pilotage du projet ; unité gouvernance	Décembre 2016		
<b>ACTIVITE 1.1.2. Doter les structures de la chaîne pénale des zones d'intervention des moyens nécessaires pour une opérationnalisation de leur activité</b>				
Suivi de l'évaluation des capacités des structures de la chaîne pénale dans les zones d'intervention	Unité de projet ; Ministère de la justice ; comité de pilotage du projet ; unité gouvernance	Mars 2016		
Suivi de la mise en place et du fonctionnement de la procédure de traitement en réel	Unité de projet ; Ministère de la justice ; comité de pilotage du projet ; unité gouvernance	Juin 2016		
Suivi de l'organisation de sessions de renforcement des capacités sur des thématiques concernant la chaîne pénale	Unité de projet ; Ministère de la justice ; comité de pilotage du projet ; unité gouvernance	Décembre 2016		
<b>ACTIVITE 1.1.3. Appuyer la mise en place d'un système opérationnel de collecte et traitement des données relatives à la chaîne pénale</b>				
Suivi de la mise en place du mécanisme de collecte des données dans les juridictions des zones d'intervention	Unité de projet ; Ministère de la justice ; comité de pilotage du projet ; unité gouvernance	Septembre 2016		
Suivi des processus d'harmonisation du cadre statistique pour les structures de la chaîne pénale	Unité de projet ; Ministère de la justice ; unité gouvernance	Juin 2016		
<b>Activité 1.1.4. Appuyer les juridictions des zones d'intervention dans la tenue des audiences foraines</b>				
Suivi de la tenue des audiences foraines	Unité de projet ; comité de pilotage du projet, Ministère de la justice ; unité gouvernance	Novembre 2016		

*Handwritten signature/initials*

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Completée	Statuts
<b>Activité 1.1.5. Appuyer l'effectivité de l'exécution des peines</b>				
Suivi de la mise en place des services financiers dans les juridictions des zones d'intervention	Unité de projet ; comité de pilotage du projet Ministère de la justice ; unité gouvernance	Novembre 2016		
<b>Résultat d'activité 1.2: Le cadre légal malgache en matière pénale est conforme aux standards internationaux et vulgarisé</b>				
<b>Activité 1.2.1. Appui à La mise en œuvre du plan d'action de réforme de la justice</b>				
Suivi de la mise en œuvre du plan d'action de réforme de la justice	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice; unité gouvernance ;	Octobre 2016		
<b>Résultat d'activité 1.3: Les capacités d'accès à la justice sont améliorées dans les zones d'intervention</b>				
<b>1.3.1. Appui à l'assistance juridique de proximité à travers les Cliniques juridiques des zones d'intervention</b>				
Suivi des activités des Cliniques Juridiques	Unité de projet ; comité de projet, Ministère de la Justice; unité gouvernance	Juin, septembre Novembre 2016		
<b>1.3.2. Appui à la mise en œuvre d'un accompagnement judiciaire de proximité et de qualité aux personnes vulnérables et aux personnes en détention préventive dans les zones d'intervention</b>				
Suivi du processus de mise en place du pool d'avocats pour l'assistance gratuite dans les zones d'intervention	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice; unité gouvernance, Barreau	Mai, Juillet, Septembre 2016		
<b>Résultat d'activité 1.4 : Les appuis pour l'amélioration de l'accès à la justice sont suivis et des actions de communication des acquis sont réalisées</b>				
Suivi de la prise en compte des observations, remarques et recommandations des revues et missions de suivi	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice; unité gouvernance ; acteurs de la chaîne pénale des zones d'intervention ; unité de suivi	Avril Juillet, octobre et décembre 2016		
Suivi des actions et activités de communications	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice; unité gouvernance ; acteurs de la chaîne pénale des zones d'intervention ; unité de communication	Avril Juillet, octobre et décembre 2016		

FD

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
<b>Produit 2: Les institutions de redevabilité, dont le Parlement et les organes et acteurs de lutte contre la corruption, disposent des cadres légaux et stratégiques, des capacités et des outils pour consolider leur rôle et assurer efficacement leur mandat</b>				
<b>Résultat d'activité 2.1 : Le Parlement est outillé pour exercer son rôle législatif et de contrôle</b>				
<b>ACTIVITE 2.1.1. Renforcement de capacités/ ateliers thématiques pour parlementaires (justice, décentralisation, paix et réconciliation, genre)</b>				
Suivi des ateliers de renforcement des capacités des membres de la commission juridique élargis aux autres commissions de l'Assemblée Nationale	Unité de projet ; comité de projet Assemblée Nationale; unité gouvernance ;	Juillet 2016		
<b>ACTIVITE 2.1.2. Renforcement des capacités des parlementaires sur la pratique parlementaire, l'initiative législative et les méthodes d'analyse des textes</b>				
Suivi des ateliers de renforcement des capacités	Unité de projet ; comité de projet Assemblée Nationale; unité gouvernance ;	Décembre 2016		
<b>ACTIVITE 2.1.3. Formations pour fonctionnaires (direction de la législation, service de la recherche et des études)</b>				
Suivi des ateliers de renforcement des capacités	Unité de projet ; comité de projet Assemblée Nationale; unité gouvernance ;	Décembre 2016		
<b>ACTIVITE 2.1.4. Finalisation et diffusion du plan stratégique</b>				
Suivi sur la diffusion du plan stratégique auprès des cibles	Unité de projet ; comité de projet Assemblée Nationale; unité gouvernance ;	Décembre 2016		
<b>Résultat d'activité 2.2: Les parlementaires sont outillés pour exercer leur rôle de représentation et sont redevables envers les citoyens</b>				
<b>ACTIVITE 2.2.1. Appui aux sessions de restitution et d'échange des parlementaires</b>				
Suivi sur la sensibilisation de la population sur les rôles des parlementaires à travers une journée porte ouverte dans les régions d'intervention du PNUD	Unité de projet ; comité de projet Assemblée Nationale; unité gouvernance ;	Décembre 2016		

*Handwritten signature and initials*

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
<b>Résultat d'activité 2.3: La mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLC) est accompagnée</b>				
<b>ACTIVITE 2.3.1. Mise en œuvre de la SNLC</b>				
Suivi de la mise à jour et de la vulgarisation de la SNLC	Unité de projet ; comité de projet; BIANCO ; unité gouvernance ;	Juillet 2016		
<b>ACTIVITE 2.3.2. Mise à jour du cadre légal anti-corruption</b>				
Suivi de la mise à jour du cadre légal	Unité de projet ; comité de projet ; BIANCO; unité gouvernance ;	Décembre 2016		
<b>Résultat d'activité 2.4 : Les capacités des acteurs anti-corruption à mettre en œuvre la SNLC et leur coordination sont améliorées</b>				
<b>ACTIVITE 2.4.1. Formations des OSC, des jeunes et des journalistes en investigation</b>				
Suivi du renforcement des capacités des OSC, des jeunes et des journalistes en investigation	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice ; CSI ; SAMIFIM BIANCO; unité gouvernance	Juillet 2016		
<b>ACTIVITE 2.4.2. Sessions de coordination entre BIANCO, CSI, Ministère de la Justice et Samifin</b>				
Suivi de la mise en œuvre du mécanisme de coordination et de suivi-évaluation entre BIANCO, CSI, Ministère de la Justice et Samifin	Unité de projet ; comité de projet ; Ministère de la Justice ; CSI ; SAMIFIM BIANCO; unité gouvernance	Décembre 2016		
<b>Résultat d'activité 2.5 : Les initiatives innovantes de sensibilisation sur la corruption sont appuyées</b>				
Suivi des initiatives de sensibilisation vers le secteur public, privé et les élus	Unité de projet ; comité de projet ;BIANCO; unité gouvernance ;	Décembre2016		
Suivi des initiatives innovantes appuyées	Unité de projet ; comité de projet ;BIANCO; unité gouvernance ;	Décembre2016		

Type d'Action de suivi	Partie-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
<b>Résultat d'activité 2.6 : Les appuis pour l'amélioration de la redevabilité et la transparence sont suivis et des actions de communication des acquis sont réalisées</b>				
Suivi de la prise en compte des observations, remarques et recommandations des revues et missions de suivi	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice; unité gouvernance ; unité de suivi	Avril Juillet, octobre et décembre 2016		
Suivi des actions et activités de communications	Unité de projet ; comité de projet Ministère de la Justice; unité gouvernance ; unité de suivi	Avril Juillet, octobre et décembre 2016		

*Handwritten signature and initials*

## LISTE DES ACRONYMES

BIANCO	Bureau indépendant anti-corruption
CSI	Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
DPP	Document de Programme Pays
OSC	Organisation des Sociétés Civiles
PAPP	Plan d'Action du Programme Pays
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies d'Aide au Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTA	Plan de Travail Annuel
PTP	Plan de travail Pluriannuel
SAMIFIN	Sampan-draharaha Malagasy Iadiana amin'ny Famotsiam-bola (Service de Renseignements Financiers)
SNU	Système des Nations Unies
STD	Services Techniques Déconcentrés
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UCOM	Unité Communication
USE	Unité Suivi-Evaluation
UPM	Unité de Passation de Marché